

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 19/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Groupe SIAT Urmatt**  
ZA de la forêt  
67280 Urmatt

Code AIOT : 0006701554

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement SIAT Urmatt implanté ZA de la forêt 67280 Urmatt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par courriel du 10 août 2025, un collectif de riverains signale de nombreuses nuisances liées à l'activité du site depuis plusieurs années (10 ans environ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Groupe SIAT Urmatt
- ZA de la forêt 67280 Urmatt
- Code AIOT : 0006701554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SIAT exploite une scierie comprenant en outre une installation de traitement de bois, une installation de fabrication de pellets et une chaudière biomasse.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Objectifs généraux	Arrêté Préfectoral du 12/10/2021, article Annexe article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	produits de préservation du bois	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3	Sans objet
3	exploitation	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.4	Sans objet
4	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris des dispositions pour identifier et quantifier la dissémination des poussières provenant de son site.

Les fiches de données de sécurité (FDS) de ses produits sont présentes sur site et accessibles.

L'installation de traitement du bois est propre et visiblement entretenue.

Le traitement se fait sous hangar et sur une dalle étanche.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2021, Annexe point 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] -prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
<b>Constats :</b>

Par courriel du 10 août 2025, un collectif de riverains signale de nombreuses nuisances liées à l'activité du site depuis plusieurs années (10 ans environ). Elles concernent le bruit, les vibrations et en particulier des émissions de poussières diffuses. Les poussières sont associées aux sciures générées et utilisées sur site. Le collectif s'inquiète de l'impact sanitaire de l'activité du site sur les riverains.

Une réunion a eu lieu entre les riverains et l'exploitant le 16 juin 2025. L'exploitant a présenté des solutions qu'il a mis en place concernant les poussières :

- arrêt de l'approvisionnement en sciure fine provenant de Niederhaslach (également exploité par l'exploitant) ;
- campagne de bâchage des camions ;
- propositions d'un formulaire de constat de nuisance.
- 

L'exploitant a identifié plusieurs sources d'émissions potentielles de poussière de bois :

- la zone de récupération de la sciure issue de la ligne de sciage. Le transport de la sciure entre la ligne et le bâtiment de récupération se fait par un convoyeur capoté. Il présente ponctuellement une mauvaise étanchéité. Le stockage de la sciure récupérée se fait dans un bâtiment et à l'air libre :
  - le tas de sciure à l'air libre peut générer un risque de dispersion de poussières ;
  - le stockage en bâtiment possède une zone de chargement non hermétique.
- l'installation de billonnage : elle comporte plusieurs éléments qui génèrent des poussières de bois :
  - la trémie qui évacue les sciures : elle est capotée mais son exutoire en hauteur disperse des poussières ;
  - le stockage de sciures à l'air libre qui génère des poussières ;
  - le chargement à l'air libre de sciure dans des bennes.
- le broyeur mobile et le stockage combustible pour la chaudière :
  - la chaudière comporte un stockage non fermé de sciure ;
  - le broyeur génère des poussières ;
  - des camions déchargent de la sciure pour alimenter le broyeur.
- la bande de séchage et le silo de pellets. La zone comporte des dépôts de sciures au sol et sur les toits. Ils sont peut-être dus à une mauvaise étanchéité des convoyeurs. Cette dernière zone est à environ 60 m de la plus proche habitation.

L'inspection a également constaté des mouvements de sciure par bennes qui ne sont pas systématiquement bâchées, malgré les consignes données par l'exploitant.

L'exploitant a engagé une réflexion pour améliorer cette situation.

Il a également prévu une campagne de mesures pour réaliser des mesures de poussières fines en limite de propriété du site. L'exploitant a mandaté un bureau d'étude. Il est prévu 3 points de prélèvements pendant une durée de 15 jours (+/- 1 jour). L'étude comportera :

- la réalisation des prélèvements des poussières en suspension  $PM_{10}$  et  $PM_{2,5}$  ;
- les pesées initiales et finales afin de déterminer les concentrations de poussières en suspension.

Les résultats seront comparés à des valeurs de référence.

La campagne est prévue pour la fin de l'année 2025.

L'exploitant a pris des dispositions pour identifier et quantifier la dissémination des poussières provenant de son site.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Dès réception des résultats des campagnes de mesures de poussières, l'inspection demande à être destinataire de ces derniers.
<b>Proposition de suites :</b> Avec suite
<b>Proposition de délais :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 2 : produits de préservation du bois**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, État et gestion des matières stockées.
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses dont les produits biocides et substances actives utilisés, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent ou autorisations de mise sur le marché au titre de la réglementation sur les produits biocides (règlement (UE) n° 528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides). [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a affiché, au niveau de la zone de traitement, des fiches de données sécurité simplifiées pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le produit de traitement ;</li> <li>• le colorant.</li> </ul> L'exploitant a présenté les fiches de données sécurité complètes à l'inspection pour ces 2 produits.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection a contrôlé l'installation de traitement. Il s'agit de plusieurs bacs de trempage possédant leur propre rétention (le bac de traitement est placé dans un autre bac faisant office de rétention). Celles-ci sont aériennes et leur intégrité peut-être contrôlé visuellement. L'ensemble des bacs est disposé au-dessus une fosse pouvant également faire rétention. L'installation comprend une aire d'égouttage contiguë étanche constituée par un radier béton. L'exploitant précise qu'un balayage du radier est effectué régulièrement et qu'un nettoyage de la fosse est fait hebdomadairement. L'installation est propre et visiblement entretenue.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9
---

Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de rétention et stockages.
--

**Prescription contrôlée :**

[...] II. Les installations de traitement (par aspersion, trempage, autoclave) ainsi que les aires d'égouttage sont implantées dans des locaux couverts et en rétention, sur des sols étanches, et munis de points bas permettant de récupérer les écoulements et fuites accidentelles.[...]

**Constats :**

L'inspection a constaté que l'installation de traitement (trempage) et son aire d'égouttage sont situées dans un hangar. Le radier du hangar est aménagé pour permettre l'écoulement des égouttures vers la fosse centrale. Sur celle-ci sont installés les bacs de trempage et leur rétention. La fosse peut récupérer les égouttures et les débordements des rétentions des bacs.

L'exploitant a présenté l'audit de son bac de traitement datant du 21 juillet 2025. Il comporte notamment le contrôle de :

- la vérification du stockage des produits purs sur rétention ;
- le fait que les rétentions du stockage sont vides ;
- l'étanchéité de la cuve de produits purs ;
- la présence des sondes d'alarme du niveau haut ;
- le fonctionnement des sondes d'alarme du niveau haut ;
- la présence de la sonde d'alarme du niveau bas ;
- le fonctionnement de la sonde d'alarme du niveau bas ;
- l'absence de produits dans les rétentions des bacs de traitement ;
- l'étanchéité des rétentions des bacs de traitement ;
- l'absence de fuite sur le système de tuyauterie ;
- la propreté et l'étanchéité de la fosse centrale nommée cave dans le document.

L'audit présenté n'appelle pas de remarque à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

\*\*\*\*